

Les Latino-Américains aux urnes



Par Roberto Morejón

L'Amérique latine a un calendrier électoral marathon en 2024 et déjà dans les six pays prévus pour tenir des élections, on parle d'une journée aux urnes, de candidats et de variables.

Quelque 80 élections, générales, législatives et locales, auront lieu dans le monde en 2024, dans ce que certains analystes appellent une vague ou un tsunami. Toutefois, dans la région située au sud du Rio Bravo, l'accent est mis sur le Salvador, le Panama, la République dominicaine, le Mexique, l'Uruguay et le Venezuela.

Au Salvador, la première course est prévue pour février, lorsque le président Nayib Bukele tentera de rester en fonction.

À son crédit, lui et ses partisans mettent en avant une réduction du taux d'homicide en s'attaquant à des gangs puissants, bien que les critiques attribuent les excès à ce qu'ils appellent la politique de la mano dura (main de fer).

Les Panaméens se rendront aux urnes le 5 mai dans un climat inhabituel de manifestations de masse contre un contrat d'investissement minier avec une société canadienne, finalement déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême.

En mai, les Dominicains seront également appelés à voter pour ou contre le président actuel, Luis Abinader, dans le conflit qui l'oppose à l'ancienne présidente Leonel Fernández.

En juin, le Mexique suivra les traces des pays précédents, pour élire le successeur du chef de l'État Andrés Manuel López Obrador, qui pourrait céder sa place à l'ancienne chef de gouvernement de la capitale, Claudia Sheinbaum, du parti MORENA, selon les sondages.

Pour le second semestre, le calendrier n'est pas totalement défini, puisque la date des élections en Uruguay est connue, le 27 octobre, alors qu'il n'y a pas de date précise au Venezuela, bien qu'elle soit indiquée dans la période.

Les Uruguayens réfléchissent aux alternatives qui s'offrent à eux, de sorte qu'il est difficile de faire des prévisions.

La coalition de gauche Frente Amplio aspire à revenir au pouvoir en Uruguay contre les partis qui composent le gouvernement de la droite néolibérale Luis Lacalle Pou, à qui la Constitution interdit toute réélection immédiate.

Au Venezuela, le Parti socialiste uni du Venezuela au pouvoir reste populaire, bien que la nation sud-américaine continue à faire face à une situation économique difficile en raison des sanctions imposées par les États-Unis et les pays européens.

Pour tous les pays appelés à élire de nouvelles autorités, la situation internationale défavorable est commune à tous, avec la prédominance des tensions géostratégiques et des impacts inflationnistes, facteurs à prendre en compte lors du vote.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/343673-les-latino-americaux-aux-urnes>



Radio Habana Cuba